



GRTgaz
BORA
6 rue Raoul Nordling
92277 Bois-Colombes Cedex

www.grtgaz.com

**Réponse à la consultation publique relative aux
prochains tarifs d'utilisation des réseaux de transport
de gaz de GRTgaz et TIGF**

Mars 2016

Question 1 Considérez-vous que la CRE a correctement appréhendé les grands enjeux relatifs aux tarifs de transport de gaz naturel à l'horizon 2020 ?

GRTgaz estime que l'impact du projet « europe de l'énergie » sur le transport de gaz en France aurait pu être également mis en avant.

Les dix dernières années, l'impact du cadre européen a été majeur sur l'activité des transporteurs.

Si le marché français du gaz peut paraître désormais « abouti » à l'horizon 2019, avec une seule place de marché et des capacités d'arbitrage entre sources de gaz suffisantes vu la demande, il ne peut être exclu que le cadre européen pousse à plus d'intégration des marchés nationaux, dans une optique de gains au niveau européen sur le prix du gaz et/ou la sécurité d'approvisionnement, avec de nouveau un impact significatif sur le transport en France.

Question 2 Avez-vous des observations sur le programme de travail et le calendrier envisagés par la CRE pour l'élaboration des tarifs ATRT6 ?

GRTgaz estime que la date de la consultation publique sur les niveaux de tarif est trop proche de l'audit sur les OPEX. GRTgaz craint que, comme pour GRDF, le dialogue entre GRTgaz et l'auditeur ne soit pas abouti lors de la production de la consultation publique, poussant la CRE et in fine le marché à se positionner sur la base d'éléments incomplets.

Question 3 Etes-vous favorable à un maintien du calendrier de l'ATRT5, soit une évolution du tarif de transport au 1^{er} avril de chaque année, assortie d'une visibilité sur l'évolution du tarif aux interconnexions pour l'ensemble de la période tarifaire ATRT6 ?

GRTgaz est favorable au maintien du calendrier de l'ATRT5, sous réserve que la formule tarifaire soit revue et permette le recouvrement parfait du revenu autorisé, comme cela a été le cas jusqu'en 2012.

GRTgaz estime qu'une visibilité à deux ans est suffisante pour le tarif aux interconnexions, afin de laisser plus de souplesse.

Question 4 Etes-vous favorable à une évolution annuelle des tarifs ATRT6 au 1^{er} avril ainsi qu'à une évolution unique du tarif au moment de la création de la zone unique, dans les conditions envisagées par la CRE ?

GRTgaz est favorable à la proposition de mise à jour annuelle au 1^{er} avril.

GRTgaz souhaite que la CRE définisse les grands principes d'évolution tarifaires liées à la fusion nord sud dès la délibération tarifaire ATRT6,

Question 5 Quel bilan tirez-vous de la mise en œuvre du tarif ATRT5 ? Etes-vous favorable aux orientations préliminaires de la CRE concernant le cadre de régulation pour la période ATRT6 ?

GRTgaz estime que la régulation ATRT5 est efficace avec un bilan positif, et qu'elle ne doit donc être adaptée qu'à la marge.

GRTgaz se positionne sur les différentes adaptations proposées par la CRE dans les questions suivantes.

Question 6 La non-reconduction de la bonification de 300 points de base pour la période ATRT6 vous paraît-elle désormais souhaitable ?

Tout d'abord GRTgaz rappelle qu'outre certains projets de fluidification déjà mis en service, la CRE a validé le principe d'une bonification à 300 pdb de Val de Saône, Gascogne midi, ERIDAN et l'odorisation décentralisée dans le cadre de la création de capacités France vers Allemagne. GRTgaz comprend donc que la proposition de la CRE ne concerne que les éventuels projets de fluidification additionnels ne bénéficiant pas à ce jour de bonification.

Toutefois, en dehors des projets déjà bonifiés, d'autres investissements pourraient justifier une incitation de par leur profil de risque et leur intérêt pour le marché Français et Européen (ex : possible impact de l'Union de l'énergie, du « gas target model »,...) ; et ce d'autant plus que l'environnement de GRTgaz apparaît plus risqué aujourd'hui, comme l'a souligné la CRE (évolution de la consommation atone, impact de la transition énergétique...) . GRTgaz estime donc que l'éventuelle incitation de chaque projet de fluidification devrait être étudiée au cas par cas.

Question 7 Etes-vous favorable à l'étude d'un mécanisme incitant GRTgaz et TIGF à la maîtrise de leurs coûts unitaires d'investissements dans les réseaux ?

GRTgaz estime qu'une régulation incitative basée sur des coûts unitaires :

- N'est pas pertinente vue la structure des investissements de GRTgaz : les chantiers de GRTgaz sont trop peu nombreux et trop divers pour en tirer des coûts unitaires statistiquement fiables (plus de 30 fois moins de chantiers à GRTgaz qu'à GRDF, avec une plus grande variété d'ouvrages construits et pour certains d'entre eux une approche « sur mesure »)
- Présente des effets pervers : elle incite l'opérateur à réaliser des projets « faciles », pour lesquels le coût unitaire sera limité, au détriment des projets réellement utiles à la sécurité et l'optimisation du réseau.

GRTgaz estime que vu sa structure d'investissement, il serait bien plus pertinent d'élargir le périmètre de la régulation incitative pour les projets de plus de 50M€ retenue dans le cadre d'ATRT5 à des projets de plus petite taille (seuil de régulation à définir)

GRTgaz fournira néanmoins les éléments demandés par la CRE dans le cadre de cette étude mais recommande la plus grande prudence quant aux analyses et conclusions qui pourraient en être tirés.

Question 8 Êtes-vous favorable à la mise en œuvre d'un mécanisme incitant GRTgaz à la maîtrise de ses charges de capital sur les actifs hors réseaux au même titre que les charges d'exploitation ? Que pensez-vous du mécanisme envisagé par la CRE ?

GRTgaz n'est pas opposé à cette proposition, et propose de la décliner de la manière suivante, en reprenant la logique présentée dans la délibération sur le tarif ATRD5 :

- Les investissements supports font l'objet d'un calcul classique de BAR ; cette BAR est donc inflatée en utilisant un taux prévisionnel d'inflation.
- En cours de période tarifaire, seul l'impact de l'écart entre inflation réelle et inflation revue est placé au CRCP 100%.
- En fin de tarif, la BAR liée aux investissements supports est recalée à son niveau réel.
- Certains projets d'investissements supports sont exclus de cette régulation du fait de l'incertitude sur l'ampleur de ces projets et de leurs enjeux ; GRTgaz fournira dans son dossier tarifaire la liste des projets dont elle souhaite l'exemption.

Question 9 Avez-vous d'autres propositions à formuler concernant l'évolution de la régulation incitative des investissements de GRTgaz et de TIGF ?

Comme évoqué à la question 7, GRTgaz propose d'élargir le périmètre de la régulation incitative pour les projets de plus de 50M€ retenue dans le cadre d'ATRT5 à des projets de plus petite taille (seuil de régulation à définir).

Question 10 Etes-vous favorable à l'introduction pour GRTgaz et TIGF d'un dispositif de régulation incitative des dépenses de R&D où les sommes allouées à la R&D mais non utilisées seraient restituées aux utilisateurs en fin de période tarifaire ?

GRTgaz n'est pas opposé à une telle régulation, mais alerte la CRE sur la problématique spécifique de la désimbrication de la part de R&D qui fait actuellement l'objet de contrats de prestation avec des filiales d'ENGIE, la CRE ayant demandé à GRTgaz de ne plus renouveler ces contrats à leur échéance.

GRTgaz fournira à la CRE une première estimation de ces coûts de désimbrication dans le cadre de son dossier tarifaire, mais cette estimation pourrait fortement évoluer au fur et à mesure de l'avancement des travaux en cours avec ENGIE, travaux qui pourraient aboutir postérieurement à la délibération ATRT6, ce qui justifie une couverture de cette désimbrication à 100%, en OPEX comme en CAPEX, sous réserve de la validation du dispositif par la CRE.

Question 11 Que pensez-vous de la mise en place d'un bilan annuel des projets de R&D des GRT ?

GRTgaz comprend ce besoin et réalisera un bilan annuel de ses projets de R&D.

Question 12 Etes-vous favorable au maintien d'un dispositif de régulation incitative de la qualité de service ?

Oui.

Question 13 Etes-vous favorable à la suppression des trois indicateurs portant sur les délais de réalisation des raccordements, le nombre de réclamations et les délais de transmission aux GRD des fichiers relatifs aux enlèvements aux PITD ?

Oui.

Question 14 Etes-vous favorable à l'introduction d'une incitation financière portant sur la disponibilité des cinq données les plus utiles à l'équilibrage des expéditeurs ?

Les Cinq informations les plus utiles au bon fonctionnement de l'équilibrage par les clients sont suivies depuis juin 2015. L'incitation financière de leur disponibilité a du sens mais elle doit venir en remplacement de celle portant sur la disponibilité des portails, qui n'a plus de pertinence aujourd'hui.

La plage de calcul de l'indicateur est à calquer sur celle de la disponibilité des portails, à savoir 6h-23h, 7j/7 et non pas 24h/-24h qui est trop pénalisante pour les mises à jour informatiques et n'apporte pas de plus-value pour les expéditeurs.

GRTgaz estime que l'incitation pourrait être réalisée selon les modalités suivantes :

- Un malus en dessous de 95%
- Une zone neutre entre 95 et 98%
- Un bonus au-dessus de 98%

Question 15 Etes-vous favorable à l'introduction d'un indicateur de qualité de service portant sur le nombre de jours où la capacité technique effective est inférieure au maximum théorique de capacité ferme, ou préférez-vous que l'indicateur actuel soit maintenu, en détaillant les résultats par point ?

La proposition de modifier l'indicateur en le portant sur le nombre de jours où la CTE est inférieure au maximum théorique de capacité ferme présente plusieurs inconvénients majeurs :

- Le nombre de jours pendant lesquels la capacité est réduite dépend de la nature des travaux et il est donc très disparate : ainsi on comprend bien qu'une maintenance sur une vanne n'a pas la même durée d'intervention qu'une maintenance lourde sur un compresseur.
- Comptabiliser le nombre de jour n'est pas le reflet de la gêne occasionnée, ainsi sur une même journée la restriction de capacité peut être très importante ou a contrario assez faible. Ceci dépend encore une fois de la nature des travaux de maintenance.

Pour toutes ces raisons, GRTgaz souhaite conserver l'indicateur actuel.

Il pourrait être envisagé de le détailler par PIR et par typologie de point ; pour autant, GRTgaz alerte la CRE sur le fait que certaines solutions envisagées par le groupe de travail interne sur la réduction de l'impact travaux sur la disponibilité des capacités pourrait justifier la création de nouveaux indicateurs, en remplacement des indicateurs actuels, pour juger de la performance de GRTgaz sur cet item.

Question 16 Etes-vous favorable à l'introduction d'une incitation financière portant sur la disponibilité des capacités fermes ? Sur quels points des réseaux de GRTgaz et de TIGF une incitation financière vous paraît-elle la plus pertinente ?

GRTgaz n'est pas favorable à ce qu'une incitation financière porte sur le programme de maintenance :

- Une telle incitation risque de remettre en cause les maintenances pour mettre en sécurité les biens et les personnes
- l'évolution de l'indicateur dépend avant tout de facteurs que GRTgaz ne maîtrise pas : évolution de la réglementation, impact majeur sur le résultat d'une année de grands projets (par exemple le raccordement du Terminal de Dunkerque et du point ALVERIGHHEM ont fortement réduit en 2015 le PIR Dunkerque)

Si toutefois la CRE maintenait son souhait d'inciter financièrement un indicateur, GRTgaz estime que

- La Capacité Technique Effective (qui sous-tend l'indicateur de disponibilité des capacités fermes actuel) représente la capacité commercialisable et non pas la Capacité vendue, ainsi il se peut que des travaux réduisent la capacité commercialisable mais sans occasionner de gêne pour le marché si la capacité n'est pas souscrite à 100%. GRTgaz estime donc que l'indicateur le plus pertinent pour cette incitation est l'indicateur suivi depuis 2016 et portant sur la réduction des capacités fermes souscrites.
- le niveau de l'indicateur doit pouvoir être renégocié chaque année, y compris à la hausse en cas de travaux majeurs (Val de Saône...) ou de nouvelle réglementation
- le bonus/malus associé doit être strictement encadré afin de limiter l'incitation à une prise de risque inconsidérée ou en cas de non réalisation de travaux de maintenance nécessaires à la sécurité des biens et des personnes ; GRTgaz soutient à ce titre l'encadrement annuel envisagé par la CRE

Question 17 Etes-vous favorable à l'introduction d'une incitation financière portant sur les prévisions non engageantes de maintenance ?

GRTgaz est opposé à une incitation financière sur cette prévision non engageante dont la précision dépend de multiples facteurs non maîtrisables par GRT gaz (aléa météorologique, aléa de chantier, etc.).

GRTgaz tient également à souligner qu'une telle incitation favoriserait une prévision non engageante plus conservatrice afin de sécuriser le résultat de cet indicateur, puis à respecter strictement cette prévision sans chercher à limiter l'impact réel de ses travaux, ce qui in fine nuirait aux expéditeurs.

Question 18 Souhaitez-vous que soit supprimé le mécanisme existant de régulation incitative à la commercialisation des capacités ou préférez-vous que le taux de couverture au CRCP des recettes afférentes soit porté à 80% ?

GRTgaz estime souhaitable de maintenir une incitation, qui a démontré son efficacité sur ATRT5 : en incitant GRTgaz à faire ses meilleurs efforts pour fournir des capacités complémentaires à la liaison Nord sud et à Dunkerque, elle a permis de dégager bien plus de valeur pour le marché. Vu l'évolution rapide des schémas d'approvisionnement, il n'est pas possible de savoir aujourd'hui si d'autres besoins de capacités complémentaires sur le réseau amont apparaîtront dans les 4 ans à venir. GRTgaz estime dommageable de se priver d'un levier d'incitation sur ce sujet qui peut rapidement devenir très sensible.

Si la CRE maintient cette orientation, il serait alors nécessaire de mettre en place un nouveau dispositif de régulation incitative sur la commercialisation des capacités.

Question 19 Etes-vous favorable à la péréquation des tarifs de GRTgaz et TIGF, dans les conditions envisagées par la CRE ?

GRTgaz est opposé à ce nouveau mécanisme.

La péréquation utile à la mise en place du marché unique, au niveau des termes sur le réseau principal, a déjà été réalisée.

Une péréquation complémentaire au niveau du réseau régional n'est pas nécessaire :

- aucune péréquation n'a été réalisée sur le réseau régional lors de la création de la TRS. Le PEG France n'apporte aucune nouveauté dans ce contexte.
- de même, le code réseau tarif n'aborde pas cette question.

Cette péréquation n'incite pas à l'efficacité : en mutualisant la perception du revenu autorisé, l'opérateur n'est plus responsabilisé, ni à la maîtrise de son programme d'investissement, ni à l'efficacité commerciale (les pertes de revenu et les augmentations de coûts pouvant être compensées par l'autre opérateur).

Cette péréquation ne va pas dans la logique habituelle d'individualisation du tarif et de responsabilisation des opérateurs promue par la CRE sur le secteur gazier. GRTgaz note qu'aucune péréquation n'a été envisagée dans le secteur de la distribution gaz ; il n'y a pas plus de logique à péréquer le tarif transport sur le réseau régional qu'entre GRDF et les ELD.

Question 20 Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'aligner la répartition des charges et des recettes des GRT sur les réseaux amont et aval ?

Cet alignement est conforme au network code tarif.

GRTgaz estime que l'équilibre charges/recettes sur le réseau régional d'une part et sur le réseau principal d'autre part peut être évalué au niveau Français ou au niveau de chaque GRT, au choix de la CRE, et ce indépendamment de la question sur la péréquation tarifaire entre GRTgaz et TIGF sur le réseau régional.

En ce qui concerne le périmètre GRTgaz, l'écart entre coûts et recettes perçues sur chaque type de réseau est limité (léger trop perçu sur le réseau principal par rapport aux coûts afférents), GRTgaz ne se prononce donc pas sur la nécessité de procéder à cet alignement lors du tarif ATRT6, ni sur les modalités de cet alignement éventuel. Toutefois, GRTgaz note que la disparition de la liaison nord sud offre une opportunité intéressante pour réaliser tout ou partie du rééquilibrage (voir question 23).

Question 21 Etes-vous favorable à la stabilité de la répartition des recettes des GRT entre les entrées et les sorties du réseau principal ?

GRTgaz est neutre sur cette question, mais reste généralement favorable à toute approche qui concourt à la stabilité de l'offre de GRTgaz et donc au bon fonctionnement du marché gazier.

Question 22 Etes-vous favorable à la démarche proposée par la CRE pour refléter les coûts des transits vers l'Italie et l'Espagne ?

GRTgaz est favorable à la stabilité du coût du transit, sous réserve que les tarifs soient conformes à la méthode de référence du futur code de réseau tarif, car elle concourt à la stabilité de l'offre de GRTgaz et donc au bon fonctionnement du marché gazier.

Question 23 Etes-vous favorable à l'imputation d'une partie des coûts relatifs à la création de la zone unique aux points d'entrée du réseau de transport ou uniquement sur les points de sortie du réseau principal ?

GRTgaz estime qu'il faut distinguer

- L'augmentation du revenu autorisé lié à la mise en service des ouvrages Val de Saône et Gascogne midi : ceci doit être traité dans le cadre de l'équilibre cout/recette sur le réseau régional et sur le réseau principal, à étudier globalement sur les 4 années du tarif. GRTgaz note que cette mise en service ne perturbe pas de manière significative l'équilibre cout/recette, et va dans le sens du rééquilibrage.
- La question du report des recettes ATRT qui ne peuvent plus être perçues à la liaison nord sud. GRTgaz estime que 3 principes pourraient guider la CRE pour définir vers quels termes doivent être reportés ces recettes :
 - Maintien du cout du transit
 - Maintien voire amélioration de l'équilibre cout/recette sur le réseau principal et sur le réseau régional
 - Cohérence finale du tarif avec la méthode de référence du futur code de réseau tarif

Question 24 Etes-vous favorable à une évolution des tarifs aux PITS dans la même proportion que pour les autres termes d'entrées et de sorties du réseau principal ?

GRTgaz est favorable au maintien des grands équilibres définis en ATRT5 et donc à une évolution des tarifs aux PITS dans la même proportion que pour les autres termes d'entrées et de sortie du réseau principal, car cela concourt à la stabilité de l'offre de GRTgaz et donc au bon fonctionnement du marché gazier.

Question 25 Etes-vous favorable à une prise en compte de la création de la zone unique dans le tarif ATRT6 au moment de cette création ou souhaitez-vous une évolution progressive ?

GRTgaz estime qu'une évolution progressive, sur le modèle de celle qui a prévalu pour la disparition du PIR midi, semble plus pertinente. La faible tension sur la liaison nord sud permet cette évolution progressive.

Question 26 Etes-vous favorable à une refonte des NTR ?

Les NTR ont été déterminés lors de l'ouverture des marchés afin de pouvoir dissocier, dans les contrats historiques, les coûts liés à la fourniture de gaz naturel des coûts liés à l'usage des réseaux de transports de gaz naturel. Pour cela, un NTR a été calculé pour chacun des points de livraison raccordé au réseau de GRTgaz, en prenant en compte plusieurs paramètres dont la distance entre le point de livraison et le réseau principal de transport de gaz (distance déterminée en suivant le réseau de gaz naturel), et ce tout en maintenant une continuité de coûts pour tous les clients : le prix payé par un client ne devait pas être modifié entre son historique et la somme des prix liés à la fourniture de gaz naturel et de ceux des contrats d'acheminement et de raccordement.

Pour ces raisons, il n'y a pas aujourd'hui de corrélation directe et totale entre le NTR d'un point de livraison et sa distance au réseau principal.

Les niveaux de NTR obtenus par ces calculs s'étalent entre 0 (zéro) pour un client directement raccordé au réseau principal et 29 pour le site situé le plus loin du réseau principal.

GRTgaz a constaté depuis quelques années que dans plusieurs cas, un niveau de NTR élevé peut constituer un frein au raccordement de nouveaux clients (aussi bien de nouveaux clients industriels et que nouvelles Distribution publiques) ou aux conversions d'utilités au gaz naturel car le fait d'avoir un NTR élevé génère pour les clients des frais élevés pour rentabiliser leurs projets.

GRTgaz est donc favorable, au principe d'une refonte des niveaux de NTR des clients raccordés (industriels et distributions publiques).

Cette disposition favoriserait le développement de raccordements gaz et permettrait de conforter l'intérêt économique des raccordements réseaux et donc d'en pérenniser l'utilisation. Elle aurait globalement un effet positif sur le tarif à terme.

Question 27 Etes-vous favorable aux principes de refonte des NTR proposés par la CRE ?

Même si elle ne constitue aujourd'hui qu'un des paramètres qui ont conduit à la détermination des niveaux de NTR des clients raccordés, la distance au réseau principal est à la fois le paramètre objectif qui soit le plus facile à appréhender pour chaque client raccordé et qui permette une échelle de niveaux de NTR objective et non discriminante.

Afin que l'application d'une nouvelle méthode de détermination des NTR ne bouleverse pas les équilibres économiques des clients déjà raccordés, son application doit contenir une dose de péréquation et garantir une certaine continuité avec les niveaux de NTR actuels des sites existants.

Question 28 Partagez-vous la préférence de la CRE pour la méthode 3 « nouveau calcul de tous les NTR en fonction de la distance au réseau principal et du diamètre des ouvrages pour TIGF, en excluant les hausses de NTR »?

La méthode 1 consiste à déterminer pour tous les sites un nouveau NTR en fonction uniquement de la distance au réseau principal et de lui appliquer ce niveau en modifiant tant à la hausse qu'à la baisse le NTR de chaque site. Cette méthode permettrait d'obtenir pour tous les clients un NTR fonction d'un seul paramètre et entraînerait pour de nombreux sites un bouleversement important de leurs paramètres économiques. Cette méthode est donc à exclure.

La méthode 2 consiste en un bornage simple des NTR existants à un niveau maximal (8 ou 12). Elle a l'avantage d'être la plus simple à appréhender et à mettre en œuvre. De plus elle permet de minimiser l'impact pour les clients pour lesquels le NTR ne sera pas modifié (ceux qui aujourd'hui ont un NTR inférieur ou égal à 8). Le principal défaut de cette méthode est qu'elle ne recalcule aucun NTR en fonction de la distance au réseau principal des sites.

La méthode 3 consiste en un nouveau calcul de tous les NTR des clients en fonction de leur distance au réseau principal, en excluant les hausses de NTR. Cette méthode a deux avantages : en tenant compte de la distance au réseau principal des sites, elle permet d'établir un nouveau système de NTR plus cohérent que l'actuel ; elle permet de faire baisser le NTR de plus de sites que la méthode 2. Cependant son défaut est qu'elle aura un impact économique plus important que la méthode 2 pour les sites qui verront leur NTR demeurer inchangé.

GRTgaz est opposé à l'application de la méthode 1 et est favorable à une refonte des NTR selon la méthode 3. La méthode 2 semble également acceptable pour GRTgaz.

Question 29 Préférez-vous que le NTR maximal soit fixé à 8 ou bien à 12 ?

GRTgaz a étudié les 3 méthodes décrites au paragraphe 2.1.3 de la consultation publique en les appliquant sur deux hypothèses : NTR maximum limité à 8 ou à 12.

Dans chacun des cas, le fait de limiter le NTR maximal à 12 plutôt qu'à 8 limite fortement le nombre de sites qui bénéficieront de la refonte des NTR.

Avec la méthode 2, le nombre de sites bénéficiaires avec le NTR 8 est doublé par rapport à l'application avec NTR 12. Avec la méthode 3, le nombre de sites bénéficiaires est accru de 20% dans le cas d'un NTR 8 plutôt que 12.

Le risque de limiter le NTR maximal à 12 est donc de rendre globalement inefficace la limitation des NTR et donc de ne pas atteindre l'objectif fixé.

Pour ces raisons GRTgaz préfère donc que le NTR maximal soit fixé à 8. Afin que la démarche soit porteuse de sens et représente un réel intérêt pour (i) pérenniser les clients raccordés et (ii) créer de véritables potentiels de développement.

Question 30 Avez-vous d'autres remarques concernant la révision des NTR à l'étude ?

Non.

Question 31 Etes-vous favorable à la répercussion du transfert des charges « 3R » sur le terme de capacité de livraison aux PITD ?

GRTgaz est favorable au transfert des charges 3R des postes de distribution publiques et exploitation maintenance des branchements pour un montant d'environ 17M€ par an sur le périmètre GRTgaz pour les années 2017 à 2020, sous réserve que le revenu autorisé de GRTgaz compense exactement les recettes qui ne seront plus facturées à l'ensemble des distributeurs ; GRTgaz fournira dans son dossier tarifaire le détail de ce transfert.

En effet, ces charges sont actuellement remboursées par le distributeur à GRTgaz dans le cadre du contrat d'interface, puis répercutées par le distributeur dans son tarif ATR D . Le système proposé permettrait, en couvrant ces charges par le tarif ATR T, de les répercuter de manière plus directe aux consommateurs par l'intermédiaire d'un terme tarifaire impactant exclusivement les livraisons aux PITD.

Ce système largement concerté apparaît comme la solution la plus vertueuse dans la mesure où elle constitue la meilleure manière de garantir la maîtrise technique et financière par GRTgaz de sa politique d'équipement, de maintenance et de renouvellement des postes DP et où elle optimise les interfaces entre transporteur et distributeurs.

Question 32 Etes-vous favorable à la création d'une « remise développement » visant à réduire le coût des nouveaux raccordements et des adaptations de postes existants ?

GRTgaz a constaté lors des dernières années que dans de nombreux cas, les clients ont préféré décaler ou reporter leurs investissements, notamment du fait du prix des ouvrages de raccordement, alors que les recettes d'acheminement attendues auraient permis de faire baisser la pression tarifaire pour l'ensemble des clients déjà raccordés.

GRTgaz a donc mené une étude pour limiter les prix des ouvrages de raccordement pour les clients, au prorata des recettes d'acheminement attendues, et ce avec deux objectifs : favoriser le développement des usages gaz sans impacter les clients déjà raccordés, au bénéfice de l'ensemble du marché.

Les conclusions de l'étude sont proposées au chapitre 2.3 de la consultation publique.

GRTgaz est donc favorable à l'instauration d'une « remise développement » visant à réduire le prix des nouveaux raccordements et des adaptations de postes existants.

Question 33 Etes-vous favorable aux modalités proposés par les GRT pour le calcul et l'application d'une telle « remise développement » ?

La méthode proposée par GRTgaz consiste à prendre en compte une partie des futures recettes d'acheminement pour diminuer le prix des ouvrages de raccordement, tout en sécurisant ces recettes via la signature d'un Contrat de réservation anticipée de capacités. Ceci présente plusieurs avantages :

- L'impact pour les clients déjà raccordés est positif dès la première année. Le raccordement d'un nouveau prospect ou le développement d'un client existant fera baisser le tarif unitaire pour les clients déjà raccordés, même après application de la remise développement. La baisse sera seulement moins importante que si le projet s'était quand même concrétisé en l'absence de remise développement. Ceci est vrai quelle que soit l'importance des nouveaux projets : La remise étant proportionnelle aux recettes attendues.
- La contractualisation de la réservation future des capacités d'acheminement permet de garantir, que les risques liés au nouveau projet sont limités, et que l'impact de ces nouveaux clients sur le tarif des clients existants sera donc positif.
- La méthode s'inspire de celle déjà mise en œuvre par les gestionnaires de réseaux de distribution sur leurs propres réseaux, méthode qui a fait ses preuves.

Pour ces raisons, GRTgaz est favorable à la mise en œuvre de la « remise développement » avec les modalités proposées.

GRTgaz est défavorable à un dispositif qui limiterait trop significativement le niveau de remise développement : trop limiter la remise développement risque de rendre globalement inefficace la mesure et donc de ne pas atteindre l'objectif fixé. Il pourrait néanmoins être envisagé qu'un coût minimal de raccordement soit fixé, par exemple à 5% ou 10% du coût réel et/ou à un montant fixe à déterminer.

Question 34 Etes-vous favorable à la création d'un point d'interconnexion virtuel entre la France et la Belgique ?

La création d'un PIV France-Belgique constituerait une simplification de l'offre aux expéditeurs, qui souscriraient ainsi de la capacité sur un seul point au lieu de deux (Taisnières H et Alveringem) et qui nomineraient sur un seul point au lieu de trois (Quévy, Blarénies et Alveringem). D'autre part, à ce stade des études, les GRT n'identifient pas d'obstacle ni de surcoût à la création du PIV.

GRTgaz ne voit donc pas d'objection à la création d'un PIV France-Belgique.

Question 35 Etes-vous favorable à la création de 35 GWh/j de capacité ferme à Obergailbach dans le sens France-Allemagne ?

Cette proposition permettra de rapprocher les places de marché PEG Nord et NCG en donnant une visibilité accrue à tous les shippers sur la disponibilité de la capacité France vers Allemagne, et ce sur un pas de temps mensuel.

De plus, ce développement de capacités de transit, sans nécessiter d'investissement, augmente les possibilités d'arbitrage entre gaz pipe et GNL : ceci renforce la sécurité d'approvisionnement en Allemagne et aussi en France. Ceci permet également d'envisager la venue de nouveaux acteurs sur le marché français.

GRTgaz est donc favorable à cette création.

Question 36 Avez-vous d'autres remarques ou suggestions d'évolutions concernant le futur tarif ATRT6 ?

Non .